

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/CTE/W/7

18 mai 1995

(95-1320)

Comité du commerce et de l'environnement

SUIVI DE LA CNUED: RESULTATS DE LA TROISIEME SESSION DE LA COMMISSION DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Note du Secrétariat

La Commission du développement durable (CDD) de l'ONU, organe créé pour assurer le suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) et d'Action 21, a tenu sa troisième session du 11 au 28 avril à New York. La présente note a été établie pour donner un aperçu des résultats de cette session; elle actualise les rapports sur les première et deuxième sessions de la CDD (TRE/W/14, L/7500). Le Secrétariat a présenté, sous sa propre responsabilité, un rapport à la CDD sur les activités ayant trait au commerce et à l'environnement menées par l'OMC depuis la session de 1994 de la CDD (WT/CTE/W/3).¹

Le programme de travail thématique pluriannuel pour le suivi de la CNUED, adopté par la CDD à sa première session², ainsi qu'une description des différents groupes d'éléments figurent dans les documents TRE/W/14 et L/7500. La troisième session a été axée sur les questions sectorielles des terres, de la désertification, des forêts et de la diversité biologique qui font partie du groupe d'éléments G. La CDD a notamment décidé de créer, sous son égide, un Groupe intergouvernemental spécial à composition non limitée sur les forêts qui sera chargé de coordonner les travaux futurs dans ce domaine en s'appuyant sur les principes relatifs aux forêts de la CNUED et le chapitre 11 d'Action 21, et en tenant compte d'autres initiatives internationales concernant les forêts. Ce groupe sera composé de représentants des gouvernements, et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales y participeront en qualité d'observateurs. Son programme de travail comprend un examen des questions relatives au commerce et à l'environnement en rapport avec les produits et services forestiers (voir ci-après la Décision sur la lutte contre le déboisement).

La session a aussi été axée sur les aspects ci-après des questions intersectorielles: lutte contre la désertification et la sécheresse; mise en valeur durable des montagnes (groupe d'éléments A: éléments critiques de la durabilité); ressources financières et mécanismes de financement (groupe d'éléments B: ressources et mécanismes financiers); gestion écologiquement rationnelle des biotechniques; transfert de techniques écologiquement rationnelles; la science au service d'un développement durable (groupe d'éléments C: éducation, science, transfert de techniques écologiquement rationnelles, coopération et création de capacités); intégration du processus de prise de décisions sur l'environnement et le développement; l'information pour la prise de décisions (groupe d'éléments D: mécanismes de prise de décisions); et rôle des femmes, des enfants, des jeunes, des populations autochtones, des ONG,

¹Voir aussi le *Rapport du Secrétaire général de l'ONU sur le commerce, l'environnement et le développement durable*, établi par le Secrétariat de la CNUCED, qui est responsable des travaux de la CDD relatifs au commerce et à l'environnement (E/CN.17/1995/12), et les communications de la CNUCED et du PNUE sur leurs activités en matière de commerce, d'environnement et de développement durable, les documents d'information 7 et 8 préparés pour la troisième session de la CDD.

²*Adoption d'un programme de travail thématique pluriannuel pour la Commission*, Rapport du Secrétaire général, E/CN.17/1993/5, 1er juin 1993.

des collectivités locales, des travailleurs, de l'industrie, de la communauté scientifique et des agriculteurs (groupe d'éléments E: rôle des principaux groupes). Le *Rapport de la CDD sur les travaux de sa troisième session*, qui contient toutes les décisions sur les questions intersectorielles et sectorielles, a été présenté au Conseil économique et social en juillet 1995.

La Décision sur le commerce, l'environnement et le développement durable, reproduite à l'Appendice I ci-après, présente un intérêt particulier pour le Comité. Sont aussi mentionnées dans la note les questions relatives au commerce et à l'environnement qui ont fait l'objet de décisions de la CDD sur des questions intersectorielles et sectorielles et qui sont évoquées dans le résumé du Président sur les débats de la réunion de haut niveau.

I. QUESTIONS INTERSECTORIELLES

Les décisions ci-après, concernant les questions intersectorielles, se rapportent au commerce et à l'environnement.

Chapitre 2: Décision sur le commerce, l'environnement et le développement durable

La décision fait mention des idées initiales à examiner dans le cadre des travaux ultérieurs sur les questions concernant le commerce et l'environnement énoncées dans la décision de 1994 de la CDD, qui est reproduite à l'Appendice I du document L/7500. Dans sa décision de 1995, la CDD a examiné "un certain nombre de questions-clés concernant les relations entre le commerce, l'environnement et le développement durable, notamment les normes de produits et l'accès aux marchés, les normes de fabrication et la compétitivité, l'internalisation des coûts de protection de l'environnement et ses effets sur le commerce, les accords multilatéraux en matière de protection de l'environnement et les politiques commerciales, les facteurs écologiques en tant que débouchés commerciaux, et les politiques commerciales et l'environnement". (paragraphe 2)

Comme la décision de 1994, cette nouvelle décision souligne l'importance de la libéralisation des échanges commerciaux, complétée par l'adoption de politiques environnementales rationnelles, pour créer les conditions propices au développement durable. Au paragraphe 4, la CDD "note que les accords issus des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay représentent une libéralisation considérable des échanges internationaux et qu'ils ont permis de renforcer les normes et règles de conduite multilatérales afin d'assurer la stabilité et la prévisibilité des relations commerciales, d'établir des normes et règles de conduite dans de nouveaux secteurs et de créer un nouveau cadre institutionnel, sous la forme de l'Organisation mondiale du commerce, doté d'un mécanisme intégré de règlement des différends qui devrait contribuer à éviter les mesures unilatérales contraires aux règles du commerce international. Les accords représentent donc un élément essentiel pour assurer une croissance économique globale soutenue pour tous les pays, en particulier ceux en développement, facteur fondamental de développement durable. A cet égard, la Commission demande que les accords figurant dans l'Acte final reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay soient appliqués d'urgence et intégralement, et insiste sur la nécessité de libéraliser de toute urgence les échanges commerciaux, notamment grâce à une réduction considérable des barrières tarifaires et autres barrières au commerce et à l'élimination du traitement discriminatoire dans les relations commerciales internationales, ainsi qu'à l'amélioration de l'accès aux marchés de tous les pays, en particulier ceux des pays développés."

Aux termes de la décision, la CDD "souligne l'importance des travaux du Comité du commerce et de l'environnement de l'Organisation mondiale du commerce, conformément à son mandat, qui demande au Comité de faire des recommandations appropriées quant à l'opportunité d'apporter aux dispositions du système commercial multilatéral des modifications qui soient compatibles avec le caractère

ouvert, équitable et non discriminatoire du système ...". Le texte figurant au paragraphe 5 est extrait de la Décision de Marrakech établissant le Comité.

Au paragraphe 7, qui concerne les AEM, la décision fait mention du paragraphe 32 de la décision de 1994 (paragraphe 8 du document L/7500), qui met l'accent sur les résultats de la CNUED relatifs au commerce, à l'environnement et au développement durable, y compris le principe 12 de la Déclaration de Rio et le paragraphe 2.22 d'Action 21.

Chapitre 3: Décision sur la lutte contre la pauvreté

Dans cette décision, la CDD "rappelle que la Déclaration de Rio consacre le principe selon lequel l'élimination de la pauvreté est indispensable au développement durable ..." et "souligne qu'il existe des liens complexes, qu'il importe de bien comprendre, entre l'élimination de la pauvreté et le développement durable. ... La Commission est profondément convaincue que le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement sont des éléments interdépendants et cumulatifs du développement durable, vers lequel tendent tous les efforts déployés pour assurer à chacun une meilleure qualité de vie. Le développement social équitable, qui donne aux pauvres la possibilité d'utiliser les ressources naturelles sans les épuiser, est un fondement essentiel du développement durable. Mais celui-ci suppose également une croissance économique générale et soutenue, indispensable au développement social et à la justice sociale."

La Commission "affirme qu'à long terme, et en particulier dans les pays en développement, la croissance économique restera un élément important de la lutte contre la pauvreté, mais que d'autres facteurs devront intervenir. Afin de faire sensiblement reculer la pauvreté, et ce le plus rapidement possible, de réduire les inégalités et d'éliminer l'extrême pauvreté dans un délai fixé par chaque pays en fonction de sa situation, il est urgent d'élaborer de nouvelles politiques et stratégies ou de renforcer celles qui existent en y incluant des mesures garantissant la non-déprédation de l'environnement. L'élimination de la pauvreté est indissociable du développement durable, mais elle permettra également d'éviter que ceux qui ne peuvent survivre autrement n'exploitent excessivement les ressources naturelles, épuisant ainsi les réserves qui sont nécessaires pour faire face aux besoins des populations à long terme."

La Commission "réaffirme qu'un environnement économique international porteur et une assistance financière et technique suffisante sont essentiels au processus d'élimination de la pauvreté. Le développement durable dépend donc aussi d'échanges commerciaux plus favorables, d'un accès plus aisé aux marchés (en particulier pour les produits dont la fabrication nécessite une main-d'oeuvre importante, pour les produits agricoles et à base agricole, et pour les produits des petites et moyennes entreprises), de l'accès à des techniques écologiquement rationnelles et du transfert de telles techniques à des conditions favorables, notamment à titre concessionnel et préférentiel, selon qu'en conviennent les parties, et compte tenu aussi bien de la nécessité de protéger les droits relatifs à la propriété intellectuelle que des besoins spécifiques des pays en développement. ... Le transfert de techniques écologiquement rationnelles est également indispensable à l'adoption de modes de production industrielle et agricole viables." La Commission souligne aussi "que les activités de lutte contre la pauvreté devraient être conjuguées à des programmes visant à restreindre considérablement les modes de production et de consommation non viables sur les plans écologique et social".

Chapitre 4: Décision sur la modification des modes de production et de consommation

Dans cette décision, la Commission "affirme que si le paupérisme exerce sur l'environnement certaines contraintes, la cause principale de la détérioration constante du milieu mondial tient à des modes de consommation et de production qui ne sont pas viables, surtout dans les pays industrialisés, phénomène qui suscite de graves inquiétudes parce qu'il aggrave encore les déséquilibres et la pauvreté" et "réaffirme qu'il faut changer des modes de consommation et de production qui compromettent le

développement durable. Du point de vue des responsabilités - qui sont en ce domaine partagées mais de manière différenciée -, les pays développés ont des devoirs particuliers; ils sont convenus de mener le mouvement en prenant chez eux des mesures de changement effectif. A cet égard, la Commission affirme de nouveau que les autorités nationales doivent s'efforcer d'internaliser le coût écologique et l'utilisation des instruments économiques, le cas échéant, en conformité avec le principe "pollueur-payeur". Elle "estime que les gouvernements doivent continuer à améliorer les modalités de la prise de décisions de manière à y intégrer les considérations écologiques, économiques et sociales, ce qui suppose la mise en application de toute une gamme de conceptions et d'instruments de politique générale".

La Commission "prie instamment tous les gouvernements, les entreprises, l'industrie et les consommateurs de redoubler d'efforts pour réduire les quantités d'énergie et de matériaux qu'ils utilisent aux stades de la production et de la consommation de la manière suivante: amélioration du rendement énergétique, adoption de mesures pour économiser l'énergie, innovation technique et transfert de techniques, récupération des déchets à plus grande échelle, réutilisation et recyclage des matériaux. La Commission souligne que tous les pays devraient faire le nécessaire, en fonction des priorités nationales et des accords internationaux, pour accroître davantage l'efficacité de l'utilisation des ressources au stade de la consommation et pour réduire la quantité des sous-produits préjudiciables à l'environnement dus aux modes de consommation et de production actuels, en encourageant, par exemple, l'utilisation de sources d'énergie renouvelables. A cet égard, la Commission, tenant compte des besoins et de la situation propres aux pays en développement et du principe de la responsabilité commune mais modulée, prie instamment les pays développés d'intensifier leurs efforts pour encourager le transfert des techniques appropriées aux pays en développement en vue de les aider dans ce domaine."

La Commission "demande que l'on encourage l'internalisation des coûts de protection de l'environnement, en appliquant le principe pollueur-payeur, en tenant dûment compte de l'intérêt général et en se gardant de fausser le commerce et l'investissement à l'échelle internationale. A ce sujet, la Commission se félicite des progrès réalisés jusqu'ici, y compris dans les pays à économie en transition et les pays en développement, en vue d'analyser, d'adapter et d'appliquer les mesures et les moyens d'action destinés à internaliser les effets sur l'environnement. La Commission reconnaît que des mesures de réglementation et des instruments sociaux et économiques peuvent contribuer à l'évolution des modes de production et de consommation. Lors de l'élaboration et de la mise en oeuvre de ces instruments, les gouvernements devraient tenir compte de la situation sur les plans local et national. A long terme, ce sont probablement les instruments économiques et les autres instruments axés sur le marché qui feront évoluer durablement le comportement des producteurs et des consommateurs. A ce sujet, la Commission invite les gouvernements à envisager l'adoption de mesures économiques, y compris une réforme de la fiscalité et des subventions, en vue de réduire les incidences préjudiciables sur l'environnement et de soutenir l'emploi."

La Commission "souligne que la coopération internationale accrue qui s'est instaurée pour harmoniser les critères applicables à la fixation volontaire de normes de produits, en fonction des conditions écologiques, sociales et économiques qui prévalent dans les pays producteurs et exportateurs en développement, doit également tenir compte de considérations liées à l'accès aux marchés et à la compétitivité des produits et services. A cet égard, la Commission demande aux gouvernements de redoubler d'efforts afin d'encourager le transfert de technologies appropriées."

La Commission a adopté pour ses travaux futurs sur la modification des modes de consommation et de production le programme suivant:

- A. Analyse des conséquences à tirer sur le plan de l'action des prévisions relatives à l'évolution des modes de consommation et de production, y compris, notamment, l'évolution de la consommation des ressources et ses conséquences écologiques, sociales et économiques, en

particulier en ce qui concerne l'action menée par les pays en développement pour répondre aux besoins essentiels des populations, faire disparaître la pauvreté et stimuler la croissance économique.

- B. Evaluation des effets de la modification des modes de consommation et de production dans les pays développés sur les pays en développement, et en particulier les pays les moins avancés et les petits Etats insulaires en développement.
- C. Evaluation de l'efficacité des moyens utilisés pour modifier les modes de consommation et de production, tels que les instruments réglementaires, économiques ou sociaux, et les politiques et directives des pouvoirs publics en matière d'achats qui font appel, par exemple, à l'internalisation des coûts environnementaux.
- D. Action à mener auprès des pays pour les amener à s'engager à faire dans des délais déterminés des progrès quantifiables dans la réalisation des objectifs de développement durable hautement prioritaires au niveau national.
- E. Révision des principes directeurs pour la protection du consommateur adoptés par l'ONU afin d'y intégrer des principes relatifs aux modes de consommation viables.

Chapitre 33: Décision sur les ressources financières et les mécanismes de financement

La Commission "souligne que de façon générale le financement de l'exécution d'Action 21 proviendra des secteurs public et privé des pays eux-mêmes. Pour les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, si l'aide publique au développement (APD) est la principale source de financement extérieur, il n'en demeure pas moins nécessaire d'obtenir d'importantes ressources nouvelles et supplémentaires pour la réalisation d'un développement durable et pour l'exécution d'Action 21. ... Le déclin de l'APD, tant en termes absolus qu'en tant que pourcentage du produit national brut (PNB), demeure une cause de profonde préoccupation pour la Commission."

La Commission "invite instamment les pays développés à continuer d'adopter des politiques visant à accroître les ressources qu'ils consacrent à l'APD en faveur des pays en développement, conformément aux engagements qu'ils ont pris à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. ... en vue d'atteindre aussitôt que possible l'objectif de 0,7 pour cent du PNB, comme il a été réaffirmé au paragraphe 33.13 d'Action 21." Elle "souligne la nécessité de respecter les engagements financiers énoncés dans Action 21" et "encourage la mobilisation de ressources financières nationales, notamment par le biais d'instruments économiques et de réformes politiques, tant dans les pays développés qu'en développement, et la création de fonds nationaux pour l'environnement".

Selon la décision, "[l']examen par la Commission de l'utilisation qui est faite des instruments économiques dans les pays développés, les pays en transition et les pays en développement montre clairement qu'en imposant des taxes écologiques, ceux-ci ont essayé, à des degrés divers et chacun selon sa situation propre, de mettre en place une fiscalité introduisant moins de distorsions. En outre, on acquiert ainsi une expérience précieuse quant à l'utilisation de divers autres instruments économiques. La Commission fait observer que les débats à venir sur les instruments économiques devraient être axés sur les moyens de lever les obstacles à leur mise en oeuvre dans les pays développés, en développement et en transition. Une attention toute particulière devrait être accordée à la situation propre aux différents pays et à la suppression progressive de pratiques portant atteinte à l'environnement ainsi qu'aux problèmes de renforcement des capacités et de répartition dans les pays en développement."

La Commission "souligne l'importance que revêt le renforcement des capacités nationales pour l'utilisation des instruments économiques, notamment l'élimination des subventions et autres pratiques portant atteinte à l'environnement, dans le cadre des stratégies et politiques nationales de développement durable. Elle recommande que les gouvernements et les organisations internationales, en particulier le PNUD, le PNUE, la CNUCED, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et les commissions régionales de l'ONU, appuient ces efforts."

La Commission, lors de ses débats sur les mécanismes novateurs de mobilisation des ressources, a noté que le Groupe de travail spécial intersessions chargé des questions financières avait examiné la faisabilité et l'utilité de mesures comme les "taxes écologiques" sur les transports aériens, les activités menées en collaboration et les autorisations d'émission de gaz carbonique (CO₂) internationalement négociables. Elle note que "le transport aérien de passagers et de marchandises est à l'origine de gaz nuisibles à l'environnement et considère qu'il vaudrait la peine d'examiner en détail une taxe écologique bien conçue frappant les transports aériens si une étude approfondie démontrait qu'il était possible de l'appliquer" ... et "recommande que cette étude porte sur les aspects environnementaux, économiques, juridiques, administratifs et politiques de ladite taxe et tienne compte des besoins et de la situation particuliers des pays en développement".

Il est aussi indiqué dans la décision que les débats de la Commission sur "les autorisations d'émission de dioxyde de carbone internationalement négociables et les activités menées en association traduisent les préoccupations que suscite l'extrême complexité de leur mise en oeuvre et montrent clairement que les travaux entrepris dans ce domaine devraient se poursuivre dans le contexte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, compte tenu de la situation des pays, en particulier des pays en développement, comme il est précisé dans les paragraphes pertinents de la Convention". La Commission a pris note des résultats de la première Conférence des Parties à la Convention, en particulier le lancement d'une phase pilote d'activités en association.

La Commission "a souligné que le financement du transfert d'écotechnologies et de biotechnologies devait être examiné dans le contexte des chapitres pertinents d'Action 21 ... et devait se faire "à des conditions favorables, et notamment à des conditions préférentielles et libérales négociées d'un commun accord, compte tenu de la nécessité de protéger les droits de propriété intellectuelle ainsi que des besoins spéciaux des pays en développement en ce qui concerne l'application d'Action 21". Elle a noté que "pour encourager les investissements dans les écotechnologies, il fallait que les gouvernements instaurent un climat propice au transfert de technologie, qu'on adopte des politiques favorables au développement des entreprises et que soit mis en place un réseau élargi à même d'encourager les investissements dans le processus de mise au point des technologies, comprenant la recherche, le développement et l'adaptation des technologies. Les problèmes particuliers rencontrés par les petites et moyennes entreprises ont été soulignés." Elle "a recommandé d'étudier plus avant la nécessité et l'efficacité des banques de droits sur les écotechnologies et la possibilité de créer des banques de cette nature".³

II. QUESTIONS SECTORIELLES

Les décisions ci-après, concernant les questions sectorielles, se rapportent au commerce et à l'environnement.

³Selon la décision, les banques de droits sur les écotechnologies sont des "mécanismes gérant la propriété qui servent de courtiers pour l'acquisition des droits conférés par un brevet sur les écotechnologies, et les mettent à la disposition des pays ayant besoin d'une assistance technique, en particulier les pays en développement, à des conditions favorables".

Chapitre 11: Décision sur la lutte contre le déboisement

La lutte contre le déboisement était l'une des questions sectorielles sur lesquelles cette session de la CDD était axée. Dans la décision, la CDD préconise "de s'intéresser davantage aux facteurs intersectoriels qui sont les causes profondes de la déforestation et de la dégradation des forêts, dont les modes de production et de consommation, la pauvreté, l'accroissement de la population, l'insuffisance de l'enseignement des questions écologiques et la méconnaissance de ces questions, les termes de l'échange, les pratiques commerciales discriminatoires et les politiques et pratiques non viables qui ont cours dans des secteurs comme l'agriculture, l'énergie, le commerce et la sylviculture. A cet égard, la Commission souligne la nécessité d'envisager les questions de politique générale, notamment la conservation, l'évaluation et l'utilisation écologiquement viable des forêts d'une manière intégrée et synergique. Elle estime également qu'il faudrait étudier plus avant l'idée de programmes d'homologation volontaire en matière de gestion écologiquement viable des forêts, de commerce de produits forestiers et d'éducation du consommateur, en veillant à la transparence totale et à la pleine participation de toutes les parties intéressées."

La CDD a décidé de créer, sous son égide, un Groupe intergouvernemental spécial à composition non limitée sur les forêts qui sera chargé de coordonner les travaux futurs dans ce domaine en s'appuyant sur la Déclaration de principes, non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts (Principes relatifs aux forêts) adoptée par la CNUED et sur le chapitre 11 d'Action 21, et en tenant compte d'autres initiatives internationales concernant les forêts. Ce groupe sera composé de représentants des gouvernements, et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales y participeront en qualité d'observateurs.

Afin de dégager un consensus et d'arrêter des propositions d'action cohérentes, le Groupe devrait examiner les principales catégories de questions interdépendantes ci-après: i) application aux niveaux national et international des décisions issues de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui ont trait aux forêts, y compris l'examen de liens sectoriels et intersectoriels; ii) coopération internationale dans le domaine de l'assistance financière et du transfert de la technologie; iii) recherche scientifique, évaluation des ressources forestières et définition de critères et d'indicateurs en vue de l'exploitation écologiquement viable des forêts; iv) commerce et environnement sous l'angle des produits et services forestiers; v) organisations internationales et institutions et instruments multilatéraux, y compris les mécanismes juridiques pertinents.

Pour ce qui est du commerce et de l'environnement, le programme de travail du Groupe est le suivant: "[e]xaminer les facteurs qui influent sur le commerce des produits forestiers et les autres questions ayant trait aux forêts et au commerce selon une approche intégrée et synergique de nature à promouvoir l'interdépendance entre commerce et environnement. A cet égard, recenser les possibilités et recommander des mesures propres à améliorer l'accès sans discrimination des produits forestiers aux marchés et étudier les facteurs de distorsion du commerce des produits forestiers de nature à influencer sur leur valeur, y compris la fixation des prix, les contrôles à l'importation et à l'exportation, les subventions et réfléchir à l'élimination des interdictions et boycottages unilatéraux contraires aux règles du système commercial international. Encourager à mettre au point des méthodes propres à favoriser l'évaluation intégrale, y compris les coûts de remplacement et les coûts écologiques des biens et services forestiers, afin de promouvoir l'intégration de la totalité des coûts. En tenant compte des intérêts de tous les secteurs et des particularités des différents pays et en veillant à la transparence totale et à la pleine participation de toutes les parties intéressées, examiner la question de l'éco-étiquetage et de l'homologation volontaire des produits forestiers de manière à mieux faire connaître le rôle de l'homologation volontaire dans la gestion écologiquement viable des forêts, y compris son incidence sur les pays en développement."

Le Groupe devrait "[m]ieux cerner les travaux menés par les organisations internationales et les institutions multilatérales et, le cas échéant, dans le cadre des instruments existants, dont la Convention sur la diversité biologique, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et l'Accord international sur les bois tropicaux, sur les questions liées aux forêts, y compris les décisions de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement relatives aux forêts, et les liens institutionnels qui en découlent afin de déterminer les lacunes et les domaines où une intervention plus poussée est nécessaire ainsi que les domaines où il y aurait double emploi". Il devrait aussi, "dans le sens de la recherche d'un consensus selon un processus par étapes, s'interroger et donner des avis sur la nécessité de mettre en place d'autres instruments ou arrangements dans le sens de l'application plus poussée des Principes relatifs aux forêts, y compris des arrangements et mécanismes juridiques appropriés concernant tous les types de forêts".

D'autre part, le Groupe devrait "[e]ncourager l'application au niveau national de critères et indicateurs de gestion écologiquement viable des forêts et étudier la possibilité d'affiner les critères et indicateurs arrêtés d'un commun accord au niveau international afin de pouvoir mesurer les progrès accomplis dans le sens de la gestion écologiquement viable de tous les types de forêts sans perdre de vue les conditions régionales et sous-régionales spécifiques des forêts et la diversité des contextes économique, social et culturel. Dans ce cadre, [il devrait] aider à susciter l'intérêt des régions et pays qui n'ont toujours pas entrepris de définir des critères et indicateurs de gestion écologiquement viable des forêts, mettre en commun les données d'expérience recueillies à l'occasion de la mise à l'épreuve et de l'application de ces critères et indicateurs et réfléchir à la nécessité d'encourager la comparabilité et l'uniformité des initiatives internationales allant dans ce sens." Il présentera un rapport intérimaire à la quatrième session de la CDD en 1996, et ses conclusions et recommandations finales à la session de 1997.

Chapitre 14: Décision sur la promotion du développement agricole et rural durable

Selon la décision, "[l]e développement agricole et rural durable doit se dérouler dans le cadre d'une politique exempte de distorsions à l'échelle du secteur comme à celle de l'ensemble de l'économie, qui tienne pleinement compte des considérations écologiques. De ce point de vue, la mise en oeuvre intégrale de l'Acte final consacrant les conclusions des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay est un pas important, qui contribue à libéraliser les échanges agricoles internationaux. En particulier, les réformes qui visent à obtenir une réduction substantielle et progressive des mesures de soutien et de protection de l'agriculture conformément à l'accord issu des négociations d'Uruguay en agissant sur les régimes internes, l'accès aux marchés et les subventions à l'exportation sont en cours. Afin de promouvoir le développement durable, les problèmes non commerciaux tels que les incidences économiques, sociales, alimentaires et environnementales des politiques commerciales, y compris la libéralisation des échanges, devraient être observés et évalués en tenant compte tout particulièrement de leur impact sur les pays en développement, notamment les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires. ..."

La Commission "demande à la FAO d'analyser, dans la limite des ressources existantes, en collaboration avec la CNUCED, l'Organisation mondiale du commerce, le PNUD, le PNUE et les autres organismes pertinents, les incidences qu'a sur le développement agricole et rural durable l'Acte final consacrant les conclusions des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay aux échelons national, régional et international. Cela étant, la Commission note, eu égard aux incidences qu'elles ont sur les pays en développement, notamment les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires et à leur situation socio-économique, l'importance d'un examen complet des conséquences sur l'environnement des pratiques et politiques agricoles - y compris les

subventions agricoles - de tous les pays, ainsi que leurs incidences sur le développement agricole et rural durable."

Chapitre 15: Décision sur la préservation de la diversité biologique

Dans cette décision, la CDD: "a) prie instamment les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait de ratifier la Convention sur la diversité biologique, d'y adhérer et de commencer à l'appliquer; b) prie instamment la communauté internationale d'appuyer l'action visant à créer des capacités ainsi qu'à mettre en valeur les ressources humaines et à transférer des technologies aux pays en développement en vue de préserver la diversité biologique, notamment en pratiquant la conservation *in situ* et *ex situ* et l'utilisation durable de ses éléments, et invite aussi instamment tous les pays à prendre les mesures législatives, administratives ou politiques nécessaires, selon le cas, pour que le secteur privé facilite l'accès au développement commun des technologies conformément à l'article 16.4 de la Convention; c) encourage la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, en collaboration avec les organisations pertinentes, à explorer les moyens de coordonner les accords mondiaux et régionaux relatifs à la Convention sur la diversité biologique pertinents ... et i) demande à la communauté internationale de déployer des efforts pour développer des mécanismes économiques permettant de déterminer les coûts et les avantages de la préservation de la diversité biologique et de l'utilisation durable de ses éléments ...". Elle note aussi les travaux sur la diversité biologique et les forêts menés dans le cadre de la Convention et reconnaît "le rôle crucial que jouent la conservation et la gestion durable de tous les types de forêts pour ce qui est de maintenir la diversité biologique de la planète entière ainsi que la contribution de la biodiversité à l'intégrité et au fonctionnement des écosystèmes forestiers".

Chapitre 16: Décision sur la gestion écologiquement rationnelle des biotechniques

Prenant note du rapport du Secrétaire général intitulé "Gestion écologiquement rationnelle des biotechniques"⁴ et de ses propositions d'action, la CDD indique dans sa décision qu'elle considère que, "[d]ans les rapports futurs, il conviendrait d'insister davantage, notamment en donnant plus d'informations et en présentant plus de propositions, sur les aspects de l'application des biotechniques et de la commercialisation des produits biotechniques qui touchent l'environnement, la sécurité, la santé, le domaine socio-économique et l'éthique, en ce qui concerne en particulier le génie génétique, notamment la modification génétique d'organismes faisant appel à des matériaux génétiques humains. Il faudrait également dans ces rapports tenir compte des incertitudes existantes et des découvertes les plus récentes de la science génétique. Cela permettrait à la Commission de considérer la biotechnique dans une optique équilibrée et objective."

La Commission "est toutefois consciente des préoccupations quant à la sécurité que causent l'application de la biotechnologie et la commercialisation des produits biotechniques, en particulier pour ce qui est des organismes génétiquement modifiés. Elle note l'absence d'un cadre mondialement accepté en ce qui concerne la sûreté de la manipulation et du transfert des biotechniques, et la gestion durable des organismes génétiquement modifiés. Elle relève notamment l'importance particulière que revêt cette situation pour les pays en développement. Compte tenu de l'approche conservatoire, la Commission attache un rang de priorité élevé à la sûreté de la manipulation de la biotechnologie. Elle se félicite donc de la décision prise à la première réunion de la Conférence des Etats parties à la Convention sur la diversité biologique d'établir un processus pour examiner l'utilité et les modalités d'élaboration d'un protocole pour le transfert, la manipulation et l'utilisation, dans des conditions de sûreté, d'organismes vivants modifiés par biotechnique qui risquent de produire un effet néfaste sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique. Cette décision implique la création

⁴E/CN.17/1995/20.

d'un groupe d'experts et d'un groupe de travail spécial à composition non limitée d'experts nommés par les gouvernements."

La Commission "engage les pays et les organisations internationales à accorder une priorité élevée aux mesures visant à intégrer efficacement la biotechnologie, y compris les questions de biosécurité, dans les politiques et programmes nationaux et régionaux de développement durable. A cet égard, il conviendrait", entre autres choses, d'"[é]valuer les besoins en matière de conseils et d'assistance dans la promotion de l'élaboration ou du renforcement des règlements et normes de biosécurité, en particulier dans les domaines de l'agriculture et de la santé humaine et animale, en vue de mettre au point des programmes efficaces de gestion écologiquement rationnelle des biotechniques ...". La Commission prend note "des travaux sur l'élaboration éventuelle de directives techniques internationales sur la biosécurité et souligne que ces travaux ne doivent pas être considérés comme transcendant la législation nationale et régionale existante ou comme préjugant des résultats des débats en cours sur l'utilité et les modalités d'un protocole sur la biosécurité dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique".

III. RESUME DE LA REUNION DE HAUT NIVEAU DE LA COMMISSION

Outre des ministres de l'environnement, des ministres responsables d'autres secteurs pertinents tels que les finances, la planification, la coopération en faveur du développement, la foresterie, l'agriculture, le travail et l'équipement, ont participé à la réunion de haut niveau tenue dans le cadre de la troisième session de la CDD. Le résumé de cette réunion, établi par le Président, est reproduit à l'Appendice II de la présente note.

"La création d'un Comité intergouvernemental des forêts a été approuvée à l'unanimité" par les Ministres "et a été considérée comme un véritable succès de la Commission, qui témoigne de la crédibilité qu'elle a acquise en appliquant une des principales décisions de la CNUED".

Les Ministres ont noté qu'il a manifestement été reconnu "que l'éradication de la pauvreté est une condition préalable à la réalisation d'un développement durable". Ils ont également noté que "[l']adoption du programme mondial sur la transformation des modes de production et de consommation confirme que le problème est au coeur des travaux de la Commission". A cet égard, "[l']énergie et les transports, secteurs d'une importance cruciale en ce qui concerne les modes de production et de consommation, constituent un volet important" du groupe d'éléments H - "atmosphère, océans et toutes les mers" - que la Commission examinera en 1996.

Les Ministres ont reconnu "qu'il importait d'analyser les conséquences potentielles des décisions commerciales ayant un rapport avec l'environnement, en particulier les politiques portant sur les caractéristiques des produits, telles que l'éco-étiquetage et certaines prescriptions en matière d'emballage et de recyclage; il convenait surtout d'étudier leurs incidences sur les exportations, spécialement pour les pays en développement et les pays en transition. Il était également indispensable de renforcer les mécanismes susceptibles d'améliorer la transparence dans l'établissement des normes relatives aux produits et de développer la coopération internationale de sorte que les pays en développement puissent profiter des débouchés offerts par l'expansion des marchés des produits respectueux de l'environnement. Etant donné l'incidence de la libéralisation du commerce sur la transformation des modes de production dans les pays exportateurs, on a souligné qu'il importait de développer les capacités des pays en développement et des pays en transition afin qu'ils soient mieux à même d'intégrer leurs politiques de protection de l'environnement à leurs politiques commerciales."

Deux groupes de travail intersessions à composition non limitée seront chargés d'examiner les questions sectorielles à l'ordre du jour pour 1996, à savoir l'atmosphère et les océans et les technologies qui s'y rapportent, d'une part, et les questions intersectorielles relatives aux ressources et aux mécanismes financiers ainsi qu'aux modes de production et de consommation, de l'autre.

APPENDICE I

DEBAT GENERAL SUR LES PROGRES REALISES DANS L'APPLICATION D'ACTION 21, L'ACCENT ETANT MIS SUR LES ELEMENTS INTERSECTORIELS D'ACTION 21 ET SUR LES FACTEURS CRITIQUES DE LA DURABILITE

Décision présentée par le Président et adoptée par la CDD

Chapitre 2

Commerce, environnement et développement durable

1. La Commission réitère les idées initiales à examiner dans le cadre des travaux ultérieurs sur les questions concernant le commerce et l'environnement énoncées dans sa Décision de 1994 et souligne que les politiques commerciales et environnementales doivent s'étayer mutuellement. Cela suppose que l'on tienne compte des conditions particulières des pays en développement et de leurs besoins en matière de développement. Il est également nécessaire d'aider les pays en développement et les pays à économie en transition à mettre en place des moyens institutionnels dans le domaine du commerce et du développement et de l'évaluation de l'environnement. L'action des organisations internationales participant à la mise au point des politiques commerciales et environnementales doit également être menée dans la complémentarité, la coordination, la transparence et la responsabilité
2. La Commission a aussi examiné un certain nombre de questions-clés concernant les relations entre le commerce, l'environnement et le développement durable, notamment les normes de produits et l'accès aux marchés, les normes de fabrication et la compétitivité, l'internalisation des coûts de protection de l'environnement et ses effets sur le commerce, les accords multilatéraux en matière de protection de l'environnement et les politiques commerciales, les facteurs écologiques en tant que débouchés commerciaux, et les politiques commerciales et l'environnement. Chacune de ces questions présente des aspects conceptuels et empiriques ainsi que des problèmes de fond. Les activités en cours au niveau de différentes organisations internationales visent à clarifier ces questions, grâce à l'analyse des politiques et à un échange de vues, et à en tirer des conclusions sur le plan des orientations. Des groupes importants, tels que les organisations non gouvernementales et le secteur privé, s'intéressent également aux relations existant entre le commerce et l'environnement et s'emploient à mieux les faire comprendre, ainsi qu'à sensibiliser et à éduquer le public.
3. La Commission souligne que les Etats devraient coopérer pour promouvoir un système économique international ouvert et favorable propre à engendrer une croissance économique et un développement durable dans tous les pays, qui permettrait de mieux lutter contre les problèmes de dégradation de l'environnement.
4. La Commission note que les accords issus des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay représentent une libéralisation considérable des échanges internationaux et qu'ils ont permis de renforcer les normes et règles de conduite multilatérales afin d'assurer la stabilité et la prévisibilité des relations commerciales, d'établir des normes et règles de conduite dans de nouveaux secteurs et de créer un nouveau cadre institutionnel, sous la forme de l'Organisation mondiale du commerce, doté d'un mécanisme intégré de règlement des différends qui devrait contribuer à éviter les mesures unilatérales contraires aux règles du commerce international. Les accords représentent donc un élément essentiel pour assurer une croissance économique globale soutenue pour tous les pays, en particulier ceux en développement, facteur fondamental de développement durable. A cet égard, la Commission demande que les accords figurant dans l'Acte final reprenant les résultats des négociations commerciales

multilatérales d'Uruguay soient appliqués d'urgence et intégralement, et insiste sur la nécessité de libéraliser de toute urgence les échanges commerciaux, notamment grâce à une réduction considérable des barrières tarifaires et autres barrières au commerce, et à l'élimination du traitement discriminatoire dans les relations commerciales internationales, ainsi qu'à l'amélioration de l'accès aux marchés de tous les pays, en particulier ceux des pays développés.

5. La Commission du développement durable souligne l'importance des travaux du Comité du commerce et de l'environnement de l'Organisation mondiale du commerce, conformément à son mandat, qui demande au Comité de faire des recommandations appropriées quant à l'opportunité d'apporter aux dispositions du système commercial multilatéral des modifications qui soient compatibles avec le caractère ouvert, équitable et non discriminatoire du système, s'agissant en particulier des aspects suivants: a) la nécessité d'adopter des règles visant à renforcer l'interaction positive du commerce et des mesures de protection de l'environnement, de promouvoir le développement durable, une attention particulière étant accordée aux besoins des pays en développement, notamment les moins avancés; et b) le souci d'éviter de prendre des mesures commerciales protectionnistes et l'application de règles de conduite multilatérales efficaces afin de veiller à ce que le système commercial multilatéral réponde aux objectifs environnementaux énoncés dans l'Action 21 et dans la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, en particulier le principe 12; et c) la surveillance des mesures commerciales visant à protéger l'environnement, des aspects des mesures environnementales ayant trait au commerce qui ont des effets considérables sur celui-ci, et de l'application efficace des règles de conduite multilatérales régissant ces mesures.

6. La Commission note que les mesures positives telles que l'amélioration de l'accès aux marchés et aux ressources financières, l'accès aux technologies et le transfert de celles-ci, la création de capacités et les dispositions spéciales en faveur des petites entreprises, constituent des moyens efficaces d'aider les pays en développement et les pays en transition dans les efforts qu'ils mènent en vue d'internaliser les coûts de protection de l'environnement.

7. La Commission réitère les dispositions du paragraphe 32 de sa Décision de 1994. Elle note par ailleurs que les dispositions commerciales des accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement devraient être transparentes et ne devraient pas servir à exercer une discrimination arbitraire ou injustifiée ni constituer une façon déguisée d'imposer des restrictions aux échanges internationaux. Conformément au principe 12 de la Déclaration de Rio, il faudrait éviter toute action unilatérale visant à résoudre les grands problèmes écologiques au-delà de la juridiction du pays importateur. Les mesures de protection de l'environnement visant à remédier à des problèmes environnementaux transfrontières ou mondiaux devraient, autant que possible, être fondées sur un consensus international.

8. La Commission reconnaît que des progrès ont été accomplis grâce aux dispositions de l'Organisation mondiale du commerce nouvellement créée et souligne qu'il importe de tirer parti de ces résultats, s'agissant en particulier de la transparence et de l'utilisation de groupes d'experts extérieurs lorsque des connaissances spécialisées sont nécessaires.

9. La Commission réaffirme que les efforts devraient viser à promouvoir la convergence des normes et réglementations environnementales à un niveau élevé de protection de l'environnement, tout en tenant compte du fait que les réglementations et normes valables dans les pays les plus avancés ne conviennent pas nécessairement aux pays en développement et risquent d'avoir, pour ces pays, des coûts économiques et sociaux injustifiés. Elle note en outre qu'il importe de veiller à la transparence des réglementations et normes environnementales et d'aider les pays en développement à les élaborer.

10. La Commission considère qu'il est nécessaire d'analyser les effets potentiels des politiques axées sur les produits, notamment celles fondées sur le cycle de vie des produits, qui ont récemment

fait leur apparition, notamment l'éco-étiquetage et certaines prescriptions en matière de conditionnement et de recyclage, s'agissant en particulier de leur incidence potentielle sur les exportations des pays en développement et des pays en transition. Il importe également d'analyser comment l'on pourrait renforcer la transparence et la coopération internationale de manière à améliorer les perspectives des pays en développement dans le domaine de l'exportation tout en renforçant la protection de l'environnement.

11. La Commission note que la préférence des consommateurs pour les produits écologiques peut créer des débouchés commerciaux, notamment pour les pays en développement. Les moyens par lesquels peut être étayée la crédibilité des assertions écologiques concernant les produits et les technologies nécessitent des travaux additionnels.

12. La Commission considère qu'une plus grande libéralisation des échanges est une condition nécessaire mais insuffisante pour assurer le développement durable. Associée à une croissance économique soutenue, la libéralisation des échanges peut jeter les bases d'une amélioration progressive des normes environnementales aux niveaux national et mondial. Parallèlement, elle doit être complétée par l'adoption de politiques environnementales saines. Les gouvernements souhaitent analyser les effets que produit sur l'environnement et la société l'évolution des modes de production et de consommation, y compris ceux résultant des réformes des politiques commerciales, et effectuer, au besoin, les ajustements nécessaires afin de corriger les lacunes du marché et les orientations et d'internaliser les coûts de protection de l'environnement.

13. Dans le contexte des objectifs généraux du développement durable, la Commission se félicite des progrès substantiels réalisés à l'Organisation mondiale du commerce, à la CNUCED et au PNUE, grâce en particulier aux travaux du Comité du commerce et de l'environnement de l'Organisation mondiale du commerce, du Groupe de travail spécial de la CNUCED sur le commerce, l'environnement et le développement et du programme conjoint PNUE/CNUCED, ainsi que du rôle important que joue le PNUE, s'agissant en particulier des accords multilatéraux concernant la protection de l'environnement, et invite les institutions concernées ainsi que l'OCDE à poursuivre leurs travaux sur le commerce et l'environnement. Elle souligne en outre les efforts accomplis pour rendre le commerce et l'environnement complémentaires grâce, notamment, au renforcement de l'assistance technique aux activités menées par la CNUCED, le PNUD et le PNUE, notamment en intégrant l'examen de tous les facteurs ayant trait à la formulation des politiques commerciales et de développement durable. La Commission considère que la division du travail actuelle dans le cadre du débat international sur le commerce et l'environnement est généralement satisfaisante et souligne qu'il est nécessaire que l'Organisation mondiale du commerce, le PNUE et la CNUCED continuent de coopérer étroitement et de veiller à la complémentarité de leurs travaux. A cet égard, elle invite le PNUE et la CNUCED à poursuivre leur initiative commune, de préférence au niveau technique avec un ordre du jour précis.

14. La Commission invite la CNUCED, en tant que chef de file pour les questions relatives au commerce et à l'environnement, en coopération avec le PNUE, l'Organisation mondiale du commerce, la FAO, l'OMS, le Département de la coordination des politiques et du développement durable et d'autres organismes compétents, à établir à l'intention de la Commission un document d'information dans lequel serait examiné le volume croissant de la recherche sur les relations entre le commerce, l'environnement et le développement durable menée par les organisations internationales, ainsi que les établissements universitaires et les organisations non gouvernementales dans les pays développés et les pays en développement, y compris dans le cadre de projets financés par les organismes d'aide internationale et bilatérale afin de détecter des lacunes éventuelles, en ayant recours, le cas échéant, à des groupes indépendants d'experts du commerce et de l'environnement.

15. Comme il a été demandé dans l'Action 21, la Commission recommande que les gouvernements des pays développés et les organismes d'aide multilatérale redoubtent d'efforts pour améliorer l'accès aux marchés, aux ressources financières et aux technologies ainsi que le transfert de celles-ci et pour

mettre en place les moyens d'aider les pays en développement et les pays en transition dans les efforts qu'ils déploient en vue d'internaliser les coûts de la protection de l'environnement. La CNUCED est invitée à entreprendre d'autres travaux dans ce domaine, en collaboration avec le PNUD, la FAO et le PNUE ainsi que d'autres organisations, programmes et organismes internationaux, afin de trouver des méthodes novatrices. Le programme conjoint PNUE/CNUCED est également invité à intervenir davantage dans ce domaine, en accordant une attention particulière au principe 16 de la Déclaration de Rio et à la mise en place des capacités dans les pays en développement et les pays en transition, en collaboration avec d'autres organisations intéressées telles que la FAO.

16. Afin de mieux comprendre l'incidence de l'internalisation des coûts de protection de l'environnement sur la compétitivité et les recettes commerciales, en particulier dans les pays en développement, la CNUCED est invitée à effectuer une étude analytique sur les relations entre la protection de l'environnement et la compétitivité internationale, la création d'emplois et le développement, avec la participation des gouvernements, des organisations régionales d'intégration économique, du secteur privé et des organisations non gouvernementales ainsi que d'autres organisations régionales et internationales intéressées.

17. La Commission invite la CNUCED et le PNUE, en coopération avec l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et d'autres organisations internationales intéressées à analyser dans quelle mesure on peut renforcer la transparence et la coopération internationale s'agissant des politiques axées sur les produits, en particulier l'éco-étiquetage et certaines prescriptions en matière de conditionnement et de recyclage, de façon à éviter ou à atténuer les incidences négatives de ces mesures sur les échanges commerciaux, grâce notamment à la fourniture d'une assistance technique aux pays en développement et aux pays en transition et à d'autres mesures visant à faciliter les exportations de ces pays.

18. La Commission reconnaît que les prescriptions en matière d'éco-étiquetage et de recyclage doivent être transparentes et devraient tenir compte de la situation et des besoins particuliers des pays en développement et des pays en transition. Elle encourage la CNUCED et le PNUE, en coopération avec d'autres organisations internationales intéressées, à continuer d'explorer la possibilité d'établir un système de reconnaissance mutuelle des modes d'éco-étiquetage sur la base d'équivalences écologiques ou de niveaux suffisamment élevés de protection de l'environnement.

19. La Commission invite la CNUCED et le PNUE à examiner, en coopération avec le PNUD, les institutions financières internationales et d'autres organisations, organismes et programmes internationaux, les effets que les dispositions commerciales des accords multilatéraux concernant l'environnement ont sur la réalisation des objectifs en matière de protection de l'environnement et sur le commerce et la compétitivité des pays en développement et des pays en transition, et comment des mesures positives peuvent aider ces pays à faire face à leurs obligations au titre des accords.

20. En ce qui concerne l'éco-étiquetage et les produits écologiques, la Commission invite les institutions multilatérales et bilatérales de développement à apporter, selon que de besoin, une assistance technique aux pays en développement et aux pays en transition afin de faciliter leur participation aux activités internationales concernant l'éco-étiquetage et les produits écologiques menées par l'ISO et les organisations internationales compétentes.

21. La Commission invite le programme conjoint PNUE/CNUCED à poursuivre, en collaboration avec le PNUD et d'autres organisations internationales intéressées, ses travaux sur l'élaboration d'un cadre pour faciliter l'évaluation de l'impact des politiques commerciales sur l'environnement, compte tenu des besoins particuliers des pays en développement et des pays en transition. Ces activités devraient tenir compte des différents éléments mentionnés au paragraphe 33 de la Décision de la Commission du développement durable de 1994.

22. La Commission prend note des travaux qu'effectue l'OCDE sur le commerce et l'environnement et encourage celle-ci à lui présenter les résultats qu'elle aura obtenus.
23. La Commission encourage les gouvernements à élaborer ou renforcer les moyens d'évaluer les effets des politiques commerciales sur l'environnement, d'améliorer la coordination des politiques commerciales et environnementales, y compris la coopération en matière de formulation des politiques entre les responsables des questions relatives à l'environnement et ceux chargés des échanges commerciaux, et de promouvoir la transparence et l'ouverture de ces processus au profit du public.
24. La Commission encourage la coopération et l'échange de données d'expérience entre les pays en vue de mettre au point et de renforcer des lois et programmes de protection de l'environnement de sorte que le commerce et l'environnement puissent s'étayer mutuellement.
25. La Commission encourage les organisations internationales, les gouvernements et le secteur privé, ainsi que les organisations non gouvernementales, à promouvoir l'application des principes relatifs aux échanges commerciaux et au développement durable conformément aux dispositions d'Action 21.
26. La Commission réaffirme qu'il importe que les travaux concernant le commerce et l'environnement s'effectuent dans la transparence et l'ouverture, et avec la participation active du public et des experts.

APPENDICE II

RESUME DE LA REUNION DE HAUT NIVEAU DE LA TROISIEME SESSION DE LA COMMISSION DU DEVELOPPEMENT DURABLE, ETABLI PAR LE PRESIDENT

28 avril 1995

La troisième session de la Commission du développement durable a été caractérisée par la participation remarquée de plus de 50 ministres et secrétaires d'Etat.

Outre des ministres de l'environnement, des ministres responsables d'autres secteurs pertinents tels que les finances, la planification, la coopération en faveur du développement, la foresterie, l'agriculture, le travail et l'équipement, ont cette année participé activement aux débats.

Un autre trait marquant a été la collaboration véritable qui s'est instaurée entre l'ensemble des organismes des Nations Unies, tant durant la phase préparatoire que lors de la session elle-même.

Ceci montre clairement l'importance accordée par la Commission du développement durable au suivi de la Conférence de Rio et consacre le principe de la durabilité comme l'élément moteur de l'intégration des problèmes économiques, sociaux, écologiques et institutionnels.

L'importance et la diversité des initiatives prises au niveau national, régional ou international en faveur du développement durable mettent en évidence, comme l'ont souligné les participants, l'influence croissante de la Commission. Cette dernière a reçu un appui précieux de la part des gouvernements, du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales, et ses travaux ont suscité l'intérêt et la participation des principaux groupes de la société.

La Commission du développement durable a mobilisé les efforts les plus divers et a fait naître une adhésion politique pour mettre en oeuvre le principe du développement durable, d'une manière transparente. De surcroît, tout en favorisant les échanges intergouvernementaux et en progressant dans la voie du consensus, la Commission s'est employée à traduire dans les faits les promesses et les attentes de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

En s'inspirant du modèle de Rio, la Commission a permis à toutes les parties prenantes de participer activement à la définition d'un programme de développement durable pour l'avenir. La proposition de créer un Comité intergouvernemental des forêts, l'analyse des modes de consommation et de production, l'examen des mécanismes de transfert des écotecnologies et la création d'indicateurs du développement durable illustrent les progrès accomplis par la Commission dans l'exercice de ses responsabilités.

Les participants à la réunion de haut niveau ont décrit un certain nombre d'initiatives encourageantes prises aux niveaux national et international, parmi lesquelles des mesures visant à favoriser l'essence sans plomb. A cet égard, la Commission a préconisé l'échange, surtout entre les pays en développement, de données d'expérience nationales relatives à l'utilisation d'écotechnologies telles que l'éthanol et la biomasse comme sources d'énergie de substitution.

Plusieurs participants ont souligné combien il était important de continuer d'appliquer toutes les décisions de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et d'honorer les engagements souscrits.

Le financement des activités de développement durable, afin de soutenir les efforts déployés par les pays en développement et par les économies en transition, demeure un sujet de préoccupation. Beaucoup se sont déclarés déçus par la modicité des ressources nouvelles et supplémentaires allouées à l'aide publique au développement (APD), qui a sensiblement diminué en chiffres absolus et en pourcentage du produit national brut.

Nombre d'intervenants ont souligné l'importance de l'aide publique au développement qui contribue dans de nombreuses parties du monde au renforcement des institutions et à la promotion des autres aspects du développement durable. De plus, ils ont engagé la Commission à vérifier jusqu'à quel point les recommandations d'Action 21 étaient réellement appliquées. Parallèlement, on a fait ressortir l'importance des politiques nationales et internationales relatives aux instruments économiques, aux mécanismes de financement et aux autres moyens de mobiliser des ressources financières en faveur du développement durable.

La création d'un Comité intergouvernemental des forêts a été approuvée à l'unanimité et a été considérée comme un véritable succès de la Commission, qui témoigne de la crédibilité qu'elle a acquise en appliquant une des principales décisions de la CNUED.

Le Comité sera appelé à donner des directives pratiques et orientées vers l'action afin de faire mieux connaître ce thème complexe et de faire progresser le consensus en la matière. Il faut maintenir la dynamique politique créée par toutes les parties lors de la troisième session et s'assurer que le Comité entame rapidement ses travaux dans de bonnes conditions. Il sera dirigé par deux coprésidents dont la candidature sera proposée par le Président de la Commission du développement durable, en consultation avec le Bureau et les ministres intéressés. Leur élection se fera à la première session du Comité. Les réunions ordinaires se tiendront de préférence à New York, mais pourront se dérouler ailleurs, en fonction des ressources disponibles, afin de garantir la participation la plus large possible.

Une conception intégrée de la planification et de la gestion des terres a été présentée comme l'élément fondamental de la lutte contre le déboisement, la désertification et la sécheresse; de la promotion d'un développement agricole et rural durable et de la mise en valeur des montagnes; de la préservation de la diversité biologique; et de la gestion durable de tous les types de forêts. Pour cela, il faut adopter une stratégie équilibrée, axée sur la personne humaine et adaptée à chaque contexte afin que la prise de décisions se fasse aux niveaux local et intermédiaire.

La mise au point de systèmes de planification de l'occupation des sols, la promotion de programmes agricoles de lutte phytosanitaire et la conclusion d'accords régionaux/sous-régionaux concernant les écosystèmes de montagne sont des moyens pratiques et efficaces pour parvenir à la durabilité. L'utilisation appropriée de sources d'énergie renouvelables ainsi que des combustibles fossiles permettrait d'améliorer encore la productivité agricole et celle d'autres activités rurales.

Les participants ont souligné l'importance des informations nationales pour faire connaître les activités et les progrès réalisés dans l'application d'Action 21 au niveau national, ainsi que pour préparer l'examen de 1997. Ils ont noté avec satisfaction que 53 Etats et deux organisations avaient fourni des informations nationales au Secrétariat. On a estimé que la présentation des données d'expérience nationale lors de cette session par dix pays représentant toutes les régions apportait un complément très précieux aux rapports écrits et méritait d'être suivie lors des sessions futures. Les travaux portant sur les indicateurs constituent un élément important du processus d'élaboration des rapports. Les donateurs ont été invités à appuyer les pays en développement en ce qui concerne la préparation des prochaines sessions de la Commission du développement durable. Etant donné la contrainte que représente l'établissement des rapports et le risque de fragmentation excessive, il faut simplifier les modalités de présentation des rapports relatifs aux progrès réalisés au niveau national sur la voie du développement durable.

Les participants se sont félicités de la participation continue des grands groupes sociaux et sectoriels aux travaux de la Commission. Ils ont estimé que la participation de la société civile au suivi de la Conférence de Rio était un atout et que l'on devait s'employer à la soutenir et l'encourager. La Journée des collectivités locales a été considérée comme une initiative constructive qui permet de mettre en évidence, grâce aux apports de grands groupes, les résultats concrets obtenus au niveau local. Cette initiative doit être reconduite. La Journée du lieu de travail, prévue pour la quatrième session, permettra de mettre en lumière les contributions respectives des travailleurs, des syndicats, des milieux d'affaires et de l'industrie au développement durable.

Nombre de délégations ont rappelé le rôle essentiel des femmes, des jeunes, des populations autochtones et des communautés locales dans la prise de décisions. Selon les délégations, la Commission devrait tirer parti du dynamisme manifesté par les organisations non gouvernementales et les grands groupes aux niveaux national et international dans le cadre de leur participation et de leurs contributions actives au développement durable en général et aux travaux de la Commission en particulier. La participation de tous les groupes concernés à un dialogue aux niveaux national, régional et international est essentielle à la réalisation du développement durable.

Un modèle de développement durable centré sur la personne humaine suppose l'engagement de ces groupes. A cet égard, les participants ont reconnu l'importante contribution apportée par la Conférence internationale sur la population et le développement et par le Sommet mondial pour le développement social, ainsi que la nécessité d'appliquer les programmes d'action adoptés par ces instances. Cette application permettrait de réaliser pleinement tous les objectifs énoncés dans l'Action 21, notamment la lutte contre la pauvreté et la prise en compte des questions démographiques. Il a été reconnu que l'éradication de la pauvreté est une condition préalable à la réalisation d'un développement durable.

Le débat du Comité sur l'emploi et le développement durable a mis en lumière, à un moment opportun, les rapports fondamentaux qui existent entre les engagements pris par la communauté internationale lors de la Conférence de Rio sur l'environnement et le développement et du Sommet de Copenhague sur le développement social. Il a été souligné que toutes les parties prenantes devaient participer en tant que partenaires à la promotion du plein emploi, élément essentiel à la réalisation des objectifs du développement durable. Du fait de la mondialisation, du recours accru aux mécanismes du marché et de l'interdépendance croissante des nations, il s'agissait d'une tâche complexe et difficile qui exigeait qu'à l'avenir on lui accorde beaucoup plus d'attention.

L'adoption du programme mondial sur la transformation des modes de production et de consommation confirme que le problème est au cœur des travaux de la Commission. La question était de savoir comment réaliser cette transformation dans tous les pays, en particulier dans les pays développés, de sorte que nos sociétés reposent sur des modes de production et de consommation viables. A cet égard, on a particulièrement insisté sur la réaffirmation du principe des responsabilités communes mais différenciées. La préparation de la session de l'année prochaine sera axée sur les nombreux liens qui existent avec les questions sectorielles. L'énergie et les transports, secteurs d'une importance cruciale en ce qui concerne les modes de production et de consommation, constituent un volet important du chapitre d'Action 21 consacré à la protection de l'atmosphère, que la Commission examinera l'année prochaine.

Les participants ont insisté sur la responsabilité commune de toutes les parties concernées. Les pouvoirs publics doivent mettre en place un cadre général en adoptant des règlements et des mesures d'incitation économique et en établissant une infrastructure adéquate afin de donner aux entreprises, à l'industrie et aux ménages la volonté et les moyens de passer à des modes de production et de consommation viables. Les entreprises et l'industrie, en particulier dans les pays développés, doivent s'acquitter de leurs responsabilités en ce qui concerne la gestion du cycle de vie des biens et services.

qu'ils produisent; ils sont encouragés à fournir des informations relatives aux effets de la production et de la consommation de leurs produits sur l'environnement et sur la santé. Les ménages, en particulier dans les pays développés, doivent adopter des habitudes de consommation et des modes de vie compatibles avec ces objectifs. A cet égard, des campagnes de sensibilisation et d'éducation et des initiatives prises au sein des collectivités pourraient contribuer à la transformation des habitudes de vie. Le Comité des médias a donné des exemples concrets d'activités de ce type. Il a également souligné qu'il importait d'inciter les médias à s'intéresser davantage aux réalisations de la Commission du développement durable.

Les participants ont indiqué qu'il importait d'analyser les conséquences potentielles des décisions commerciales ayant un rapport avec l'environnement, en particulier les politiques portant sur les caractéristiques des produits, telles que l'éco-étiquetage et certaines prescriptions en matière d'emballage et de recyclage; il convenait surtout d'étudier leurs incidences sur les exportations, spécialement pour les pays en développement et les pays en transition. Il était également indispensable de renforcer les mécanismes susceptibles d'améliorer la transparence dans l'établissement des normes relatives aux produits et de développer la coopération internationale de sorte que les pays en développement puissent profiter des débouchés offerts par l'expansion des marchés des produits respectueux de l'environnement. Etant donné l'incidence de la libéralisation du commerce sur la transformation des modes de production dans les pays exportateurs, on a souligné qu'il importait de développer les capacités des pays en développement et des pays en transition afin qu'ils soient mieux à même d'intégrer leurs politiques de protection de l'environnement à leurs politiques commerciales.

Les participants se sont félicités des initiatives présentées par de nombreux pays développés et en développement lors du débat de haut niveau en vue de faciliter les travaux intersessions de la Commission et, par voie de conséquence, la préparation de sa quatrième session.

Comme lors des précédentes périodes intersessions, deux groupes de travail intersessions à composition non limitée seront chargés d'examiner les questions sectorielles à l'ordre du jour pour 1996, à savoir *l'atmosphère et les océans* et les technologies qui s'y rapportent, d'une part, et les questions intersectorielles relatives aux ressources et aux mécanismes financiers ainsi qu'aux modes de production et de consommation, de l'autre.

En outre, il a été souligné que la session extraordinaire de 1997 de l'Assemblée générale, lors de laquelle les progrès réalisés depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement devraient être passés en revue, devrait être vue comme une excellente occasion de faire le bilan à la fois de l'expérience acquise aux niveaux national et international en matière de développement durable et des nouvelles politiques adoptées à l'échelle mondiale à l'issue, notamment, de la Conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats insulaires en développement, de la Conférence internationale sur la population et le développement, du Sommet mondial pour le développement social, de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et de la Conférence sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives et les stocks de poissons grands migrants, du point de vue de leur contribution à la mise en oeuvre et à la promotion des décisions prises lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement ainsi qu'à l'avancement du développement durable dans le monde entier. L'année 1997 sera l'occasion de définir les principaux objectifs à atteindre pour assurer le développement durable et le rôle que devra jouer la Commission pour en permettre l'accomplissement.

Le Bureau de la Commission estime que l'analyse de tous les documents produits par la Commission et l'examen des procédures adoptées jusqu'à présent pour grouper et organiser les principaux thèmes d'Action 21 constituent l'une de ses principales tâches. En outre, il fera un effort particulier en ce qui concerne la préparation de l'examen de 1997.